L'ABEILLE.

Journal Public de l'Etat, du Conseil Général de la Louisiane, de la Première et de la Troisième Municipalité.
Imprimé par J. Bayon.
Jours de publication—Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi.
NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 28 SEPTEMBRE 1836.

POUR PRESIDENT
M. VAN BUREN.
POUR VICE PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

"Je préfère que nos seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comprenne bien à présent que, et le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature n'a pas satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1re. District.	J. B. PLAUCHÉ.
2me. District.	T. W. SCOTT.
3me. District.	T. LANDRY.
4me. District.	A. MOUTON
5me. District.	P. E. BOSSIER.

Ligne de paquebots entre Charleston et Liverpool.

Nous apprenons par le *Courier de Charleston* du 17 du courant, sous la foi d'une lettre reçue à New-York, que tous les arrangemens nécessaires avaient été pris pour avoir des paquebots qui devront faire les voyages réguliers entre la Charleston et Liverpool.

Le navire fin voilier Byron a été engagé pour prendre un fret de New-York à Charleston. Il partira de ce dernier port pour Liverpool le premier novembre prochain, comme le premier navire de la ligne. Après lui viendra le *North American* qui partira au premier Décembre ; puis, un autre navire neuf dont le départ est fixé pour le premier Janvier.

Cinq trois-mats de première classe, du port de cinq à sept cent tonneaux formeront la ligne.

Quant nous voyons que presque toutes les grandes villes du Nord ont leur lignes de paquebots, pour le Havre, Liverpool et Londres, et que celle de Charleston, elle-même, dont le commerce est, des trois quarts moindre que le nôtre, a senti la nécessité de se procurer de semblables moyens de communication avec le principal marché de l'Europe, nous ne pouvons que déplorer l'apathie dans laquelle la Nouvelle-Orléans se trouve plongée; apathie qui la fait rester de l'arrière sur toutes ses autres sœurs de l'Union, toutes les fois qu'il s'agit de donner cours à un système d'améliorations bien entendu.

Deux lignes de navires paquebots, l'une pour le Havre, l'autre pour Liverpool, seraient néanmoins un de ces *improvements* indispensables que nécessitent, par dessus toute autre chose, l'étendue et l'importance de notre commerce avec les deux premiers comptoirs du l'ancien continent. Long-tems nous nous sommes occupé de cette quest on; et s'il faut ajouter foi au rapport fait en mai dernier par la commission des négocians chargés de mettre le projet à exécution, l'ABEILLE aurait eu tout le mérite de la chose, et ce serait à ses arguemens qu'il faudrait attribuer cette sorte d'émulation qui a régné pendant quelque temps parmi le haut commerce de la Nouvelle-Orléans. Des résolutions furent adoptées à l'effet d'établir deux lignes de paquebots pour l'Europe. Tous les négocians en général sentaient la nécessité de cette mesure ; mais lorsque l'on en vint à l'article des finances, c'est-à-dire lorsque les listes de souscription furent ouvertes à l'effet de former le capital de l'entreprise, personne ne se présenta pour fournir sa quote part: de sorte que le projet avorta complettement. Il fallut donc ajourner la question à une époque plus opportune; attendre, non pas que les circonstances changeassent, car elles seront toujours les mêmes, mais que les hommes, ceux qui sont à la tête des transactions commerciales de notre ville, fussent plus consciencieux qu'ils ne le sont et qu'ils s'occupassent plutôt, des intérêts de la Nouvelle-Orléans que de ceux de New-York;—ce qui malheureusement est tout le contraire

Il est quelquefois pénible pour un journaliste de se voir tellement placé entre son devoir et les abus existans, que ce n'est qu'à l'aide des vérités les plus dures qu'il puisse parvenir a appeler l'attention publique sur les moyens à employer pour arrêter le mal qui se propage. Mais quelque désagréable que soit pour lui sa tâche, il n'en doit pas moins pour cela rester ferme à son poste. fidèle à son mandat ; et, nouveau Curtius. savoir même, si l'occasion l'exige, se précipiter dans le gouffre pour sauver la patrie. Lorsque le vautour de Prométhée ronge les entrailles d'un peuple entier, sa vigilance et sa sollicitude doivent chercher à détourner les coups de bec, qui ne tuent pas il est vrai, mais qui perpétuent à jamais l'agonie de la victime. Et quand enfin l'ambition et la cupidité de quelques hommes (vrais cancers qui dévorent la prospérité générale) vient en contact avec son ministère, c'est d'un fer rouge qu'il doit s'armer s'il veut brûler et cicatriser à temps la place saignante.

Mais quel est donc ce vautour affamé, quel est ce cancer qui dévore la prospérité de la Louisiane? La réponse ne doit-elle pas être sur toutes les lèvres? New-York! Voilà l'implacable ennemie de notre commerce, de notre grandeur et de notre richesse à venir; ou du moins, si elle ne l'est pas, elle veut que nous soyons à tout jamais sous sa dépendance immédiate. C'est son marché qui doit régler le nôtre; ce sont ces flottes de navires marchands qui doivent encombrer notre port, s'emparer de nos immenses produits, les porter sur tous les points de l'univers, les vendre à son profit, et nous donner en échange les denrées qu'elle va chercher en Europe, en Asie et en Afrique, et même sur notre propre continent. Des lignes de paquebots louisianais mettraient la Nouvelle-Orléans en état de lutter avec avantage contre elle; nous ferions nous-mêmes nos exportations et nos importations; nous règlerions à notre gré le cours de notre marché; nous pourrions recevoir de première main et fournir toutes sortes de marchandises aux diverses places commerçantes de l'intérieur, au Mexique, aux Indes occidentales, à la Côte-Ferme, enfin à tous les comptoirs de l'Amérique. Voilà ce que redoute New-York; et pour réussir à nous tenir dans une espèce de vasselage à son égard, elle s'opposera vivement à l'établissement d'aucune ligne de paquebots entre la Nouvelle-Orléans et l'Europe.

Mais comment, nous demandera-t-on, l'influence de New York peut-elle aller jusqu'à nous empêcher d'avoir nos propres paquebots?—Comment? par l'entremise de ses agens à la Nouvelle-Orléans. On n'ignore pas que les sept huitièmes des maisons de commerce de la Nouvelle-Orléans ne sont que des sortes de succursales ou des branches de celles de New York. Leurs plus grands intérêts étant dans cette dernière ville, elles doivent donc faire tous leurs efforts pour lui conserver la suprématie du commerce. Elles gagnent des deux côtés par l'envoi de nos denrées sur les bâtimens de New-York. New-York continue à fournir à notre marché les denrées qu'elle reçoit de l'étranger. Elle les obtient de première main; et par l'entremise de notre port. elle peut verser, dans l'intérieur et sur toutes les côtes occidentales du golfe du Mexique, un chiffre de marchandises dont la valeur ne peut être moindre de vingt-cinq à trente millions de piastres annuellement. Si nous faisons un commerce direct, au lieu d'être la vassale de New York, la Nouvelle Orléans marchera sa rivale, et lui fera perdre le débouché de ces vingt-cinq ou trente millions. Nos agens de New York doivent donc travailler de manière à empêcher que notre ville ne fasse jamais aucune espèce de commerce direct avec les ports de l'Europe, à moins que ce ne soit avec ses propres bâtimens.

Il nous semble déjà entendre dire à quelques opticmistes: "Mais notre commerce n'est il pas assez vaste que nous puissions le désirer? Soit que ce commerce se fasse par le moyen des bâtimens de New-York ou bien avec les nôtres, le même résultat n'a-t-il pas lieu pour nous, puisque ces navires vont de la Nouvelle Orléans à Liverpool et au Havre, et s'en reviennent avec des chargemens complets pour notre marché?"—Non, il n'est pas aussi étendu qu'il devrait l'être. Ce mouvement de notre port, quelqu'animé qu'il soit n'est pas ce qu'il pourrait devenir. La Nouvelle Orléans, dont la position la rend le premier et le principal comptoir de l'Ouest, du Mexique, des Antilles et de l'Amérique du sud, devrait, pour remplir les besoins de son commerce, avoir des communications directes avec toutes les parties habitées du globe. Il faudrait que ses flottes, comme celles de New-York, pénétrassent dans l'Inde, dans la Chine, au Japon, et généralement dans tous les ports de mer de l'ancien ou du nouveau monde, partout où il y a de riches produits à prendre et d'immenses bénéfices à faire. Il est temps que notre vil réception les destinées qui lui sont réservées et auxquelles elle n'échappera jamais, tant qu'elle sera sous la dépendance de New-York. Il est temps, enfin, qu'elle secoue le joug et qu'elle dise : *Je veux marcher de pair avec les villes les plus puissantes de l'univers!*

Que l'on fasse attention que le pouvoir de New-York est aussi monstrueux qu'il n'y a pas jusqu'à notre fret qui ne soit régit par elle. C'est elle qui établit presque tous nos cours, surtout en fait de marchandises sèches. Cela ne doit-il pas paraître suffisant pour nous engager à avoir un commerce qui ne soit pas sous sa dépendance? Combien de fois les lignes de paquebots. Ce moyen de communication a été trop avantageux à toutes les villes du Nord, pour ne pas croire que les mêmes avantages seront bien pour nous.

Mais ici après avoir indiqué le mal, ne conviendrait-il pas d'enseigner le remède ? Que faudrait-il donc faire pour séparer les liaisons que nous reconnaissons l'appartenir aux particulier intéressés de plusieurs négocians de notre ville que l'on reconnaît pour être les agens des maisons de commerce de New-York! Il faudrait, (l'ouvrir enfin tout à fait Louisianaise et mérite l'immédiate attention du peuple en général, et plus particulièrement, celle de ses représentans à la Législature); il faudrait, disons nous, établir une banque qui jouerait auprès de l'Union Commerciale et Maritime," avec un capital de cinq à six millions de piastres, dont un ou deux millions seraient employés à construire les premières lignes de paquebots. Cette institution aurait, en outre de son droit d'escompter, celui de donner des polices d'assurance maritime. Et pour rendre l'œuvre encore plus Louisianaise, et plus digne en cela d'être soutenue par la population entière, cette institution, puisera à l'Etat un bonus annuel de 6 qui serait employé à améliorer la navigation du fleuve et à effectuer la fouille des passes. Sur le montant des bénéfices, il y aurait en outre annuellement une réserve de 6 qui serait consacrée soit à remplacer les bâtimens de la ligne lorsqu'ils ce seraient plus en état de service, ou bien à y en ajouter d'autres.

Ce projet qui peut paraître gigantesque est trop important pour ne pas être pris en considération et discuté convenablement. L'institution de cette Banque serait une de ces mesures les mieux conçues pour hâter la prospérité de la Louisiane. Espérons donc que nos concitoyens y réfléchiront avec toute l'impartialité possible; qu'ils nous fourniront toutes les communications qu'ils croiront devoir nous faire à ce sujet, et qu'ils se joindront à nous pour nous aider à préparer une charte qui sera présentée à la prochaine session de la Législature.

RECOLTES DE SUCRE.

Une personne arrivée hier de la paroisse St. Jacques nous informe que les récoltes de sucre ont l'aspect le plus favorable : on craignait cependant que les plaies qui régnaient dans le cas où elles auraient encore ne leur fissent un tort considérable. Si le beau temps se manifeste pour le reste de la saison la récolte sera très abondante.

CHOLERA A CHARLESTON.

Du 12 au 13 courant il y a eu 12 nouv. cas et 2 décès. du 13 au 14 11 cas et 2 décès, du 14 août 6 cas et 2 décès, et du 15 au 16, 6 cas et 1 décès. Sur le nombre des malades en traitement, pendant ces quatre jours, il était mort, en outre, trois personnes. Résultat total de la maladie depuis son apparition 181 cas—63 décès.

Nous sommes fâché de trouver dans le Southern Patriot du 15, que la maladie s'était portée, à la campagne, sur l'habitation du colonel Finckney. Six nègres étaient tombés malades : sur ce nombre, il y avait eu quatre décès.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Par l'arrivée à Boston du navire *Empire*, venant de Trieste et ayant touché à Gibraltar, on a reçu des nouvelles plus récentes d'Espagne et dont la plus importante est celle d'une insurrection qui a eu lieu à Malaga, dont le résultat a été l'égorgement des gouverneur civil et militaire de cette place et le triomphe du parti de Mendizabal.

Ces nouvelles représentent la situation actuelle de l'Espagne comme étant très alarmante. La population de Madrid paraît être très mécontente et fatiguée des longueurs de la guerre civile. Dans les faubourgs de la capitale il y a eu des tumultes assez graves, plusieurs personnes, même, y auraient perdu la vie. A Ségovie les autorités se sont vues obligées d'employer les mesures les plus sévères pour garantir la ville contre un coup de main.

Deux expéditions carlistes ont été envoyées en Aragon et dans la Castille, et l'on craignait que le but de ce mouvement ne fut une attaque contre Valladolid. Des rapports subséquens annoncent cependant que ces troupes ont été battues et dispersées dans les montagnes.

Mina a lancé une proclamation, menaçant d'un châtiment sévère tout habitant des villes ou villages qui pourrait à l'avenir assister l'ennemi ou obéir à aucune de leur requête pour des secours, à moins qu'il ne fut prouvé que le nombre des troupes ennemies ne laissait aucune chance d'opposition ou de résistance.

INSURRECTION A MALAGA—LA CONSTITUTION DE 1812 PROCLAMEE.

Une insurrection a eu lieu à Malaga dans la nuit du 25 juillet, dans laquelle les gouverneur civil et militaire de la ville furent massacrés et le triomphe complet du parti de l'ex ministre Mendizabal assuré.

Il paraîtrait que les partisans du décret royal et ceux de l'ex premier ministre avaient respectueusement dressé des listes de leurs candidats pour la représentation nationale aux Cortes, dont la réunion devait avoir lieu en août. Quoique défaits dans la capitale les premiers triomphèrent dans les autres villes du district électoral. Lorsque ces nouvelles arrivèrent à Malaga, les adhérens de Mendizabal firent des préparatifs pour un mouvement révolutionnaire. Ils réussirent à corrompre huit cents hommes de troupes récemment envoyés dans cette ville pour défendre les gouverneurs que l'on savait être deux chauds soutiens du statut de la couronne et qui avaient à plusieurs reprises été insultés par la populace. Dans la nuit du 25, la garde nationale prit ombrage sur quelque changement que le gouverneur militaire, disait-on, avait l'intention de faire. Elle renforça le détachement de service au poste principal, et comme la foule commençait à se répandre dans les rues, l'ordre fut donné de battre la générale.

Le gouverneur militaire, vétéran couvert de blessures, dont la valeur s'est montrée souvent sur le champ de bataille, s'est rendu immédiatement au poste principal, accompagné d'un aide-de-camp et s'est écrié : "Messieurs, qu'est-ce qu'il y a? quel est le but de cette conduite étrange ?" Sur ce, un homme de la garde nationale lui présenta un pistolet sur la poitrine, qui rata néanmoins. "Le pistolet ne m'effraie pas !" s'écria le vétéran, et entrant au corps de garde il cria au secours. Quelques-uns des gardes pointèrent leurs fusils sur lui. "Gardes nationaux, s'écria le gouverneur, est-ce de cette manière que vous récompensez la victoire que j'ai obtenue à Puente la Reyna ?" On lui répondit par une décharge de coups de fusils, et son corps fut ensuite percé en vingt endroits avec la bayonnette, par les gardes nationaux.

Dans l'intervalle, le gouverneur civil, le brave comte Donadio, entendant battre la générale, se rendit au couvent où les troupes étaient stationnées et se mit à leur tête; mais il vit bientôt qu'il ne fallait pas compter sur elles dans une affaire avec la garde nationale. Et à l'approche d'un corps nombreux de lanciers nationaux qui criaient à haute voix, "Vive constitution pour jamais!"—"Mort aux tyrans!"—"Mort aux Pastaleros!"—"A bas le statut royal!" &c.; il se retira en dedans des murailles et ordonna de fermer les portes; un autre attroupement considérable d'insurgés encombrait les rues, battant la caisse, tirant des coups de fusil; et criant à tue tête, "A bas la république!"

Un pourparler ayant eu lieu entre les troupes régulières et la garde nationale, les premières abandonnèrent et se joignirent aux insurgés, en criant " L'union pour toujours " ! Et après avoir désigné aux gardes le gouverneur qui cherchait à s'échapper en fuite, déguisé sous les habits d'un soldat ordinaire, celui-ci reçut immédiatement une décharge de mousqueterie qui l'étendit mort sur la place. Son corps fut traîné sur la place publique où il resta exposé jusqu'au lendemain au matin.

Le 26 du courant, la CONSTITUTION de 1812 a été solennellement proclamée et jurée, et une nouvelle junte a été établie, dont le président est le même commandant des carabiniers qui présidait la junte provisoire. Le nouveau gouverneur a recommandé rigoureusement le maintien de la tranquillité publique.

Continuation des nouvelles apportées par le Sally.

Une lettre de Bayonne, du 23 juillet dit que tous les bureaux publics &c. ont été transportés de Vittoria à Miranda, sur l'Ebre, dans la crainte que cette première ville ne tombât entre les mains des Carlistes ; le général Cardova s'étant retiré de Vittoria avec les forces sous ses ordres.

—Le général Aldama, gouverneur de Barcelone, marchait sur Figueras avec un corps nombreux de troupes, pour venger, en punissant les assassins, le meurtre commis sur la personne du brigadier général Tena, ci-devant gouverneur de Figueras, qui avait été assassiné dans les dernières émeutes de cette ville.

—Le roi Léopold est arrivé à Bruxelles le 22 juillet. Sa Majesté venait de faire une visite à Paris

—Le journal parisien "*La Paix*, du 20 juillet dit que quelques jours auparavant, la police eut vent qu'un certain individu premait des mesures pour assassiner le roi. L'individu fut arrêté, avoua son intention et nomma sur le champ les complices qui, dit-il, se réjouirait de mourir pour une semblable cause. Le complice fut également arrêté.

—Plus de six mille passeports, dit-on, ont été délivrés à Paris dans l'intervalle de deux semaines à des individus qui désiraient quitter la capitale. Cette circonstance est attribuée à l'alarme produite par les arrestations et les rumeurs de conspiration &c.

Le *Journal du Commerce* dit que M. Thiers le président du conseil, vit dans une perpétuelle terreur. Rien ne lui échappe de l'idée qu'on en veut autant à ses jours qu'à ceux de Louis Philippe ; c'est pourquoi il fait stationner des gardes autour de sa maison de jour et de nuit, et ne voyage jamais sans une escorte. Dans l'intervalle, quelques uns des journaux parisiens se moquent de cette panique, en ce qu'il n'a jamais été question d'aucune conspiration.

—On disait à Paris que le Sultan et la Turquie proclamait des mesures pour établir dans ses domaines une espèce de milice à l'image du Landwehr allemand.

—Le mémorable Hussein, D'Gher, ci-devant de Tripoli, vient d'être nommé, par le Grand-Sultan, éditeur du Moniteur Ottoman, en remplacement de M. Blacque, décédé. Le sultan, lui-même contribua très souvent à l'entretien de ce journal. Sa Hautesse, en outre, a fait un présent à la veuve de M. Blacque de vingt-cinq mille piastres turques (environ 16,490) et lui a accordé une pension annuelle d'environ huit mille de nos piastres.

—Le Maréchal Marmont est fortement occupé à achever la publication de ses mémoires.

—Les habitans de Naples s'attendent journellement à une nouvelle irruption du Vésuve.

—Le prince de Joinville fils du Roi des Français est parti de Paris pour Toulon le premier août, il doit s'embarquer en qualité de lieutenant, à bord de la frégate l'Iphigénie, prête à mettre à la voile pour Alger.

—Quoique les journaux allemands eussent annoncé que par suite de l'attentat d'Alibaud, le roi de Naples avait renoncé à son désir de visiter Paris, cependant nous voyons que Sa Majesté a changé d'idée, car on l'attendait dans cette capitale, où il devait arriver dans la première semaine d'Août.

—M. Dartming, gérant principal de la Gazette des tribunaux, et co-éditeur du Constitutionnel, est mort à Paris le 31 juillet.

37-Dans un de nos numéros précédens nous avions fait mention d'un jugement de la Cour de Cassation de Paris, et des procédures qui y avaient eu lieu, en cas d'un duel entre deux individus de Bordeaux, dont le résultat avait été la mort d'un des champions. Les pourvus du défunt attaquèrent le survivant en dommages et obtinrent un jugement en leur faveur pour la somme de cinq mille et quelques cents francs. Dans nos hasses de la Gazette des Tribunaux nous trouvons à ce sujet le beau discours de M. Dupin sur le duel. Nous l'offrons à nos lecteurs, dans cette persuasion qu'il sera accueilli avec le plus vif intérêt.

"On prétend qu'autrefois le duel était traité avec trop de rigueur : la peine de mort, était instituée pour arrêter des gens qui ne craignent pas la mort ; une peine plus modérée avec la perte des droits civils, l'exclusion des fonctions publiques atteindrait mieux le but; mais en attendant, de ce que le duel n'est pas puni de peines particulières par une loi spéciale, s'ensuit-il que ce soit un acte entièrement permis ? Non, sans doute, puisque la mort ou de blessures entre dans le domaine des blessures et des meurtres, par cela seul qu'il n'en est pas excepté; l'absence d'une loi qui en ait fait un *crime à part*, ne l'a pas fait passer au rang des faits loualbes ou innocens.

"Les tribunaux, il faut le dire, ont apporté trop de mollesse dans cette question des duels. On parle du préjugé qui les protège ; mais ce préjugé doit-il donc être partagé par les magistrats ? Leur premier devoir n'est-il pas de savoir s'en défendre ? Eh quoi ! d'illustres époques ont vu des choses qui ont été abolies uniquement parce qu'elles ont paru choquer des préjugés (quoique ces préjugés fussent quelquefois très respectables,) on aurait retenu précisément celui auquel on devait le moins faire grâce : le préjugé le plus destructif de la morale, de l'ordre social de l'obéissance aux lois, de la soumission aux magistrats !

"Le duel, messieurs, c'est l'état sauvage, c'est non pas le droit, mais la raison du plus fort et du plus adroit, et quelquefois du plus insolent !

"Dans l'enfance de notre société, on a pu voir le combat judiciaire : cela tenait à la barbarie du temps. Les hommes ne savaient pas faire justice, ils en appelaient à ce qu'ils croyaient, au "jugement de Dieu!"

"Mais alors même on cherchait encore là quelque forme de la justice. Le procédure du combat y était; il y avait un juge de camp : on retrouvait encore là une sorte de régularité, un concours de la puissance publique : on ne la bravait pas; s'il y avait ignorance absolue de la civilisation, il n'y avait du moins ni révolte, ni insubordination.

"Mais du moment où la civilisation, l'ordre social, les idées saines de gouvernement eurent fait des progrès, dès qu'il y eut des lois plus humaines, des tribunaux plus instruits, les duels furent défendus comme une infraction au droit ; et ils ne le seraient pas sous un gouvernement constitutionnel, c'est-à-dire un gouvernement où, plus qu'en aucun autre, doit être le gouvernement du droit et de la loi !

"Le duel ne constitue pas seulement une attaque ou un délit contre les particuliers, comme un vol ou un assassinat ordinaire. C'est avant tout un trouble à la paix publique, un mépris de la loi, une protestation contre l'organisation sociale. On se gouverne soi-même, on se fait justice à soi même, on méprise la souveraineté du pays dans lequel on vit; aussi jadis, sous la législation de Louis XIV, le duel était-il avant tout un crime de lèse-majesté !

"Un tel ordre de choses peut-il être toléré ? Eh quoi ! si une rixe éclate entre deux hommes du peuple, et qu'il en résulte quelques coups de poing ; si quelques compagnons de diverses professions se donnent rendez-vous avec des bâtons, on intervient, on les sépare, on leur fait un procès correctionnel ; on cela on a raison. Mais que l'on se provoque à l'épée ou au pistolet, qu'il s'agisse, non plus de quelques contusions, mais de la mort même, on revendiquera l'impunité : on ira plus loin, on dira que les combattans ont *satisfait à l'honneur!* Les journaux en rendront compte avec ostentation, avec éloge ! Et voilà, comme au sein d'une société polie, qui se vante d'avoir surpassé en civilisation les autres siècles, et qui, dans son orgueil, défie tous les siècles à venir, on jette dans les esprits l'idée que les citoyens peuvent appeler de tous les tribunaux, placer toutes les questions à la pointe de l'épée, et mettre leur volonté individuelle à la place de la loi !

"Non, non, Messieurs, quelque soit à cet égard le préjugé (et j'ose l'affirmer, il est moins général qu'on ne le prétend,) je ne crains pas de m'élever contre lui de toute la hauteur de mes fonctions, et de proclamer que le duel est la violation de toutes les lois divines et humaines.

"Voici le devoir des magistrats : chaque fois qu'un homme est trouvé mort ou blessé, il doit y avoir une instruction judiciaire. Les procureurs du roi sont coupables s'ils ne requièrent pas une information. Tout duel doit être suivi de poursuite; elles auront pour objet d'éclaircir les causes du duel; causes souvent les plus futiles, provocations insensées, grossières, de gens qui ne se connaissaient pas, qui ne se sont jamais vus, et qui ne se reverront plus; mots de mépris, querelles de théâtres, où l'un réclame le silence, il en a le droit, où l'autre s'en offensera jusqu'à adresser une provocation; et voilà une cause de duel ! Voilà pourquoi une femme perdra son mari, une mère ne reverra plus son fils !

"La grande objection est que le duel est utile pour parer des faits qui échappent à la répression ordinaire. Il faut alors que ces faits soient bien peu de chose; car les lois répriment, non seulement les crimes, mais les délits et les simples contraventions ; elles punissent, non seulement les blessures, mais les coups l'outrage, les simples menaces ; elles condamnent la calomnie, la diffamation, l'injure ; et pour un fait qui apparemment ne sera rien de tout cela, un homme mécontent des lois, en défiance des magistrats, entreprendra de son chef d'infliger la peine de mort à celui dont il croit avoir à se plaindre; se faisant ainsi dans sa propre cause, législateur, juge et bourreau.

"Pour légitimer de telles violences, on fait encore d'autres sophismes; c'est, dit-on, une rencontre.... Mensonge, car si on se rencontre, c'est qu'on s'est donné rendez-vous à jour, lieu et heures fixes. Celui qui a tué l'autre était en état de défense, dit-on encore. Non, répondrai-je ; car ici chacun est en état d'agression ; en s'attaque mutuellement, et la plus sûre défense est la mort que chacun cherche à donner à son adversaire.

"Poursuivez donc, poursuivez devant le jury; c'est le jugement du pays, et, à ce titre, on peut dire que le jugement des duels doit surtout lui être dévolu. Si le jury, influencé par le préjugé ou subjugué par les faits, veut prononcer un verdict d'acquittement, il le fera, mais alors même on aura satisfait à la loi, on lui aura rendu hommage, on en sera que c'est dans son sanctuaire que l'acquittement aura été prononcé; il aura fallu comparaître, la honte aura été pour lui une indemnité. Au contraire, le jury croit qu'il y a culpabilité, mais s'il voit dans les faits qui ont amené ou accompagné le duel, des motifs d'excuse, il déclarera l'existence de circonstances atténuantes, et la peine sera proportionnellement adoucie. Enfin, s'il s'agit d'un de ces duels inexplicables, de gens qui en font profession, où un homme inoffensif, inexpérimenté, sans été provoqué et victime, où le duel apparaîtra avec tous les caractères d'assassinat, la peine de ce crime sera prononcée. Ainsi, l'échelle est complète depuis la peine de mort jusqu'à l'acquittement.

"Ainsi, la justice ne sera plus méconnue ni bravée; elle fera sentir sa redoutable et légitime action. Au grand jour de l'audience, la mère de famille fera plaider la cause de sa douleur; ses habits de deuil, le désespoir de son accent feront le supplice de l'accusé; la parole publique se joindra à la sienne, et tout suivre un acquittement, il en résultera toujours une vive impression, un utile enseignement. Les journaux rendront compte de cette audience, et au lieu de l'apologie du duel, on lira la flétrissure de ses excès. Qu'on parle encore du préjugé! Voilà le moyen de le détruire, de lutter contre lui et de montrer une opinion saine à la place d'une opinion insensée.

"Voyez s'il n'est pas temps d'apporter un remède au mal! Il gagne jusqu'aux écoliers, ils font aussi du point d'honneur. Hélas! que feront-ils donc quand ils seront hommes, si, dès l'enfance ils s'élèvent dans cette idée que chacun dans ce monde est l'unique vengeur de sa propre cause, sans subordination à aucune loi, sans recours à l'autorité d'aucun magistrat!

"N'a-t-on pas vu le duel pour l'histoire, entre l'historien d'une part, et de l'autre un officier qui trouvait qu'on avait pas assez bien traité la gloire de son général, comme si la vérité d'un fait historique pouvait dépendre d'un coup d'épée! Duel plus insensé mille fois que celui qui fut ordonné, en 978 pour décider une question de représentation en matière de succession, car au moins ce duel devait faire l'arrêt et décider la question, tandis que la mort de l'historien n'aurait pas changé l'histoire. (Vive sensation.)

On ne s'arrête pas dans cette carrière envers les fonctionnaires appelés en duel, en raison de leurs fonctions. Des deux parlementaires, des députés provoqués pour avoir signalé avec imprudence ou avec courage des faits qu'ils ont cru de leur devoir de signaler au pays! On pourrait ainsi voir les juges amenés en champ clos pour soutenir le bien jugé de leur sentence, comme au douzième siècle où l'appel était considéré comme un démenti. (Nouveau mouvement.)—Messieurs, si le préjugé se perpétue encore dans quelques esprits, il n'en est pas moins féroce! il n'en est moins absurde ! et le moment, je pense, est venu de dire: *Honneur à ceux qui refusent un duel !* et qui rendent ainsi hommage à la loi du pays, à la sociabilité toute entière.

"On fait valoir une dernière excuse, c'est la convenance des parties; *Est-ce donc que ces sont pas aussi tenir indifféremment par son vœu ?* L'orgueil humain ne voudra-t-il donc s'arrêter devant aucune barrière ? N'y a-t-il pas des choses, des actes, des faits qui ne peuvent faire l'objet d'une transaction légale ? Est il vrai qu'un homme soit propriétaire de lui même au point de pouvoir mettre sa vie en compromis ? Dans mon opinion le suicide est un forfait; l'homme appartient à la terre par son corps, à Dieu par son ame; il n'a pas le droit de s'anéantir avant le temps! Autrement, et s'il peut se tuer lui même, il pourra donc aussi valablement dire à un autre de le frapper! en prier un ami? en charger un mercenaire! Eh bien ! le suicide est déjà la moitié d'un duel ! Dans l'un, on ne dispose que de sa vie; dans l'autre, on dispose de sa vie et de celle d'autrui. Ces monstruosités ne sauraient être permis.

"Je termine en vous disant pour que la loi pénale s'exécute en France comme elle l'est en Belgique, où la même question est bien sûrement entendu, plus moralement appliqué. Je désire que la question se produise nettement; je la traiterai non à l'improviste comme aujourd'hui, mais d'une manière plus complète et plus étendue; j'appellerai sur elle tout votre examen; nous démêlerons ainsi le préjugé fatal qui a pu s'attacher à une jurisprudence antérieure, trop peu réfléchie. Aujourd'hui, et dans la question purement civile qui vous est soumise, je conclus au rejet du pourvoi, en accordant tous mes éloges à la cour qui a rendu ce que j'appellerai un très bel arrêt.

"Je conclus au rejet de la requête."

"Attendu que l'arrêt attaqué, en jugeant que nul ne peut se faire justice à soi-même; que lorsqu'un meurtre a été commis en duel, il en résulte le plus grand préjudice qui puisse donner lieu à une action en dommages-intérêts; que la comte de Lamarthonie, en tuant en duel le fils unique de la veuve Baudet, s'est immédiatement rendu passible de dommages envers cette veuve; que par ses diverses décisions, l'arrêt attaqué loin d'avoir mal interprété l'art. 1382, en a fait au contraire une sage application, et a par là rendu un hommage aussi éclatant que salutaire aux principes de la morale; pour ces motifs rejette."

DERNIERS DATES.

New York,	10 sept	Washington	6 sept
Philadelphie,	10 sept	Baltimore,	6 sept
Charleston,	17 sept	Boston,	3 sept
Paris,	4 août	Havre,	5 août
Liverpool,	9 août	Londres	8 août
Bordeaux	20 juil	Havane,	12 sept
Mexico,	30 août	Vera Cruz	27 août

COMMERCIAL.

HAVRE, 1er août.

Ventes de coton, aujourd'hui, 1 f. 45 a.; Georgie, courte soie, 1 f. 35 c.

HAVRE, 2 Août.

COTON.—Il s'est fait de petites ventes de Louisiane à f145, et de la Géorgie à f135.—Café—De grandes ventes d'Haïti de 107 à 111 et quelques unes de Rio de 103 à 105.

Marché du Hâvre, 5 Août.

Un postscriptum d'une lettre de New York, du 29, dit : "le navire Austin, capitaine Sinclair, est arrivé, hier soir, et a été mis en quarantaine pour trente jours. On pense qu'il sera permis aux passagers de venir en ville. Les lettres de Hâvre sont du 5. Le marché était à peu près dans le même état que le 2.—peu de transactions."

Etat comparatif de l'importation et de la consommation de Sucre, en France, pendant le premier semestre de 1835 et 1836.

Le Moniteur de Paris donne le tableau suivant des importations et de la consommation des sucres des colonies français, et autres, pendant les premiers six mois de 1835 et 1836. En 1835, les importations s'élevaient à 43,000,598 kil., et en 1836 à 35,886,871 kil. ; laissant pour l'année actuelle un déficit de 7,145,727 kil. En 1835, la consommation de la France a été de 26,428,000 kil.—et en 1836, il n'est que 23,073,000 kil. Ainsi la quantité de sucre ré-exportée a presque doublé. Dans tout le premier semestre de 1836 elle s'est élevée à 6 millions de kilogrammes, tandis qu'en 1835 pendant le même laps de temp, elle n'atteignait pas 4 millions.

Actions américaines. Londres 6 août. Banque des Etats-Unis £25 5s; Louisiane de 1870 £25 10s; Banque de la Louisiane £25 10s à 26; Banque des Habitans du Mississipi £26 10s; 10s dito de Tennessee £23 10s, les 6 pour cent de la Floride 96 1/2 à 97 1/2; les 5 pour cent do 105; les bonds du Canada 101 1/2; les 5 pour cent de l'Ohio 107; les 5 pour cent de la Pennsylvanie 96.

LIVERPOOL, 8 août.

Coton.—Il y a plus d'activité dans le marché au coton aujourd'hui, les ventes s'étant élevées à 3000 balles, et les prix de la semaine dernière ayant été pleinement soutenus. Samedi, 9000 balles ont été vendues.

LIVERPOOL, 8 août.

Coton.—Il y a eu une demande soutenue durant la semaine, tant par le commerce que par l'exportation; et pour les premières qualités, qui ont été les plus recherchées, on a obtenu les prix des cours les plus élevés, tandis que les qualités ordinaires à moyennes, de presque toutes les descriptions ont plus, continuent à être calmes, et les prix de 1/8 à 1/4 par livre plus bas. Ventes de 19,670 balles, dont 2,800 Bowed-Georgia 7 3/4 à 11 3/4, 300 Sea Island 20 à 30; 26 idem tachés 10 à 18; 4,200 Mobile 7 3/4 à 12; Alabama, &c. 7 1/4 à 10; 6,780 Nouvelle-Orléans, 7 3/4 à 13. Les importations de la semaine ont été de 33,459 balles; idem dans le royaume, cette année, 783,108; idem, l'an dernier, 703, 408; augmentation sur les importations, 79,700.

LIVERPOOL, 8 août.

Notre marché a continué dans le même état de langueur jusqu'à ce jour, plus particulièrement dans les transactions de coton qualités commune à ordinaire, qui se sont faites, ces jours derniers, à une réduction de 1/8 par livre, tandis que les qualités bonnes et fines ont continué à être demandées aux prix courants. Néanmoins, nous avons eu aujourd'hui plus de demandes pour toutes les descriptions, et environ 5000 balles ont été vendues à un peu plus élevés qu'on l'avait obtenu ces jours derniers, bien que les demandeurs n'aient été faites que par le commerce et les consommateurs. Les ventes de samedi ont été à 3000 balles. L'approvisionnement de notre port est estimé à environ 298,000 contre 253,000, à la même époque, l'an dernier. La quantité de coton américain est d'environ 217,000, ce qui fait une augmentation de 8,000 balles.

ALEXANDRIE, 8 septembre

Farine. —Hier, le prix dans les waggons était de 6 1/2 à 6 70.

Grains. —Le froment n'a pas subi de changement; mais, dans les waggons, il vaut de 87 à 90 c.; par cargaison de commande, de 92 à 96, pour blanc et mêlé; jaune supérieur, 95. Nous voudrions appeler l'attention de nos amis de la campagne sur ce fait : que le maïs, dans les wagons, ne rapporte pas autant que le maïs par cargaison; la différence varie de 2 à 5 cts.

PETERSBURG, 8 septembre.

Farine.—Celle de famille, 913; superfine, 910.

Coton.—Point de changement; les demandes sont les mêmes que nos dernières citations.

Tabac.—1/4 par 100 liv. plus bas. Nous quotons les legs de qualité de 93 3/4 à 5 3/8. Feuille de qualité, de 85 1/2 à 9 50.

AUGUSTA, 13 septembre.

Coton.—Les recettes du nouveau, pendant la semaine montaient de 150 à 200 balles, et presque tout a été vendu aux prix moyens de 17 à 17 1/